



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau Potable - Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) - Gouvernance - Modification des statuts - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) comprend actuellement 14 membres : onze communes (Bouzigues, Gigean, Loupian, Marseillan, Mèze, Mireval, Montbazin, Poussan, Sète, Vic-la-Gardiole, Villeveyrac), un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) comprenant les communes de Frontignan, Balaruc-les-Bains et Balaruc-le-Vieux ainsi que deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan.

En application de la loi NOTRe, Sète Agglopôle Méditerranée se verra transférer de plein droit au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la compétence « eau potable » et se substituera aux communes et au SIVU entièrement compris dans le périmètre communautaire.

Le SBL sera ainsi constitué exclusivement de trois EPCI à fiscalité propre mais n'adhérant pas pour le même nombre de communes. En effet, Hérault Méditerranée est adhérente pour quatre communes, Montpellier Méditerranée Métropole pour neuf communes et Sète Agglopôle Méditerranée le sera pour 14 communes.

Cette évolution de la composition des membres du syndicat nécessite d'apporter des modifications aux statuts du syndicat afin de prévoir la future représentativité des communes ayant aujourd'hui transféré leur compétence « eau potable » au SIVU. En effet, la prise de compétence « eau potable » par Sète Agglopôle Méditerranée entraîne la dissolution de ce dernier. Sans cette modification statutaire, le SBL ne pourra plus fonctionner puisque un de ses membres aura disparu au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le SBL a proposé lors de son comité syndical du 13 juin dernier de procéder à cette modification sans bouleverser substantiellement la représentativité des communes. Actuellement, chaque commune représentée ou non par un EPCI dispose de deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Il est ainsi proposé de modifier, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'article 9 des statuts du SBL. Le comité syndical sera ainsi composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des établissements adhérents, à raison de deux délégués par commune territorialement concernée et desservie par le réseau d'adduction du Syndicat. Il est désigné pour chaque délégué titulaire, dans les mêmes conditions, un délégué suppléant appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Par délibération du Comité Syndical en date du 13 juin 2019, le syndicat a approuvé à l'unanimité cette modification des statuts.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des membres du syndicat disposent d'un délai de trois mois pour faire connaître leur avis. A l'issue de cette consultation et pour autant qu'un accord de la majorité qualifiée requise des membres du SBL soit obtenue, le Préfet pourra, par arrêté, décider de procéder à la modification statutaire.

Il est proposé de donner un avis favorable à cette modification assurant une certaine continuité de la représentativité locale des territoires desservis.

Pour autant, il est important pour la Métropole de s'assurer sur le long terme des conditions de bonne gouvernance du syndicat. Ainsi, en accord avec ce dernier, il sera procédé à l'automne, après concertation

préalable avec les EPCI membres, à la modification du règlement intérieur afin de désigner au sein du Bureau du syndicat un nombre de Vice-Présidents équivalents pour chaque EPCI.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de l'article 9 des statuts du SBL portant sur la composition des délégués,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOL, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93329-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.